

Programme anti-inflation

du minimum que leur accordaient les lignes directrices sur les salaires lorsque nous, et d'autres, avons fait des pressions, mais qui ne sont pas assurés d'atteindre jamais le niveau permis, parce qu'ils n'ont aucun pouvoir de négociation officiel et que la plupart d'entre eux sont moins capables qu'auparavant de trouver du travail à cause de la recrudescence du chômage à laquelle ont abouti les politiques du gouvernement libéral? En fait, nous avons, en moyenne, le taux de chômage le plus élevé depuis à peu près le temps de la dernière guerre.

J'aimerais en dire plus long sur le grand problème du nombre et de la qualité des chômeurs selon la région, la situation familiale, le sexe et l'âge, mais le temps ne me le permet pas. Cependant, parmi les gens qui ont des opinions à exprimer, il y en a trop qui nient la gravité de ce problème pour les personnes en cause et pour l'économie nationale.

J'aurais aussi aimé prendre quelque temps pour traiter du fait que le gouvernement n'a pas imposé de surtaxe sur le revenu des membres des professions libérales, car cela montre bien pourquoi nous estimons que ce programme est injuste et impraticable.

Ce beau programme de réglementation des prix par voie de contrôle des profits compte plus de trous que le fromage suisse, comme l'a déjà dit le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles.

● (1540)

Le premier ministre a dit que le Nouveau parti démocratique avait pendant longtemps préconisé un contrôle sélectif des prix et que maintenant il le rejetait. C'est faux! Nous serions en faveur d'un contrôle des prix sur les denrées essentielles du marché au détail et des produits intermédiaires si les sociétés pouvaient légitimer les hausses de prix avant de les imposer. Ce serait plus juste pour tout le monde. Dans ces circonstances, nous n'hésiterions pas à exiger les mêmes justifications pour les hausses sélectives des salaires dans les secteurs où elles iraient à l'encontre de l'intérêt public tout comme le premier ministre Barrett l'a fait en Colombie-Britannique. Mais jamais nous ne demanderions aux salariés et aux travailleurs de faire des sacrifices que d'autres peuvent facilement éviter, comme c'est le cas avec ce programme.

Le gouvernement s'obstine à appeler cela non seulement un programme anti-inflationniste, mais encore une politique des revenus. Madame l'Orateur, l'objectif d'une politique des revenus n'est pas seulement de refréner l'inflation, mais d'accroître la productivité, de mettre fin aux conflits ouvriers et de répartir plus équitablement les revenus dans l'économie. Le danger c'est que le gouvernement semble avoir un vrai programme anti-inflationniste, mais qui ne peut arrêter l'inflation et aggrave de surcroît le chômage et le sous-emploi. Le gouvernement doit prendre des mesures pour créer des emplois surtout dans les régions du Québec et de l'Atlantique comme au Cap-Breton où il y a beaucoup de chômage. Il ne s'agit pas de les détruire. Il faut construire des maisons et non pas augmenter les taux d'intérêt. Il faut améliorer le sort des gagne-petit et des pensionnés, il ne faut pas les pénaliser. Il faut contribuer à faire baisser les prix et non pas jouer perdant avec les marges bénéficiaires.

Le gouvernement doit entreprendre une étude sérieuse des politiques de certains pays d'Europe occidentale comme les Pays-Bas, la Norvège, l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, la Suède et la Suisse qui ont réussi à maintenir un taux d'inflation tolérable, un faible taux de chômage comparé à l'Amérique du Nord, un taux de croissance de

leur productivité suffisamment élevé malgré les crises internationales et à limiter les conflits ouvriers.

M. Paul E. McRae (secrétaire parlementaire du ministre des Postes): Madame l'Orateur, j'ai beaucoup de mal à comprendre l'opposition radicale du nouveau parti démocratique à ces lignes directrices. J'ai l'impression qu'il y a une foule de choses dans ces lignes directrices et dans le programme anti-inflation que ce parti devrait appuyer sans difficultés, et j'aimerais en citer quelques-unes.

On a dit maintes fois que nous acceptions la politique proposée par le parti conservateur, et qu'il aurait fallu la mettre en place il y a au moins un an lorsque celui-ci pensait pouvoir prendre les rênes du gouvernement. Je pense que, si cette politique n'a pas été mise en place alors, c'est pour une bonne raison, et je pense que c'est pour une bonne raison qu'il faut la mettre en place maintenant.

L'inflation durant la première moitié de 1974 était une sorte d'inflation par la demande, où l'augmentation des prix était provoquée par une pénurie de biens. C'est par la suite qu'elle s'est transformée en une inflation par les coûts, qui est plus facile à freiner par réglementation.

Lors des élections de juillet 1974, les salariés étaient manifestement distancés. L'inflation avait pris du large pendant que les salaires piétinaient. L'année qui s'est écoulée a été fructueuse pour les travailleurs, mais j'ai soutenu au début de l'été que les gains des travailleurs ne constituaient que des rattrapages, et qu'il ne fallait pas les accuser d'être à l'origine de l'inflation. En tous cas, une grande partie du mouvement ouvrier a réussi à combler son retard. Je pense que le recours à une sorte de restriction des traitements se justifie maintenant. Je tiens toutefois à préciser à ce propos qu'il existe de profondes injustices car de vastes secteurs du mouvement syndical et de la population ouvrière n'ont pas encore rattrapé leur retard.

Si l'aspect salarial des contrôles doit être un succès, ce sera seulement lorsque l'égalité aura été réalisée. Nous ne pouvons empêcher la personne dont la convention a été signée le 15 octobre d'obtenir autant que celle dont la convention a été signée le 13 octobre. Il faut être juste. Le Nouveau parti démocratique ferait mieux de réclamer la justice plutôt que de condamner les contrôles.

Je pense que nous devrions rappeler ce qui a donné lieu à l'imposition de contrôles. J'ai entendu des députés du NPD parler des secteurs de notre économie qui sont à l'origine de l'inflation, citant à l'appui la théorie de Galbraith, dont d'autres groupes reconnaissent la validité, selon laquelle l'inflation est essentiellement attribuable au secteur de l'économie qui peut fixer ses propres prix, et comme il existe une forte concurrence sur le marché, les prix tendent donc à être réglés par le marché lui-même. Une assez grande part de l'économie est contrôlée par ce que Galbraith appelle le secteur de l'organisation. C'est ce secteur que les lignes directrices visent à contrôler—ces 500 grandes entreprises dont la plupart peuvent supporter des coûts accrus, car elles les répercutent sous forme de hausses de prix.

Le gouvernement s'est fixé un but précis en disant qu'il allait s'occuper de ces 500 compagnies du secteur dit de l'organisation de notre économie, elles qui peuvent contrôler leur propres coûts et leur propres prix.

Sans vouloir l'offenser, le Nouveau parti démocratique ne parle pratiquement que de cela depuis que je suis à la Chambre—les sociétés multinationales, etc. C'est là une tentative sérieuse pour contrôler ce secteur de notre économie qui a échappé à tout contrôle dans le passé. Je pense